

La Politique des Discours

Ne vaudrait-il pas mieux avoir une Politique des Résultats ?

Après un deuxième jour d'éloquence parlementaire, la Chambre n'a pas fait un pas de plus vers une solution pratique des questions des réparations. Et mardi prochain, on parlera encore durant quatre ou cinq heures pour redire ce que des centaines d'orateurs ont déjà dit, hélas ! depuis deux ans.

M. Forgeot, qui dépense un grand talent dans l'opposition, a apporté une adhésion inattendue à la thèse du Congrès de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Bien qu'il se pose en défenseur du traité de paix, il a reconnu que le mode le plus efficace de paiement de l'Allemagne serait la livraison de matériaux.

Marcel Cachin a montré avec modération que c'était un rêve vain que de vouloir réaliser la paix en tenant à l'écart la Russie et ses 150 millions d'habitants.

M. Loucheur a ramené le débat sur un terrain plus positif en indiquant, qu'après tout, personne ne pouvait proposer un moyen efficace permettant de tirer de l'Allemagne plus que ce qu'en tirait l'accord de Londres. Il a d'ailleurs souligné dans des aperçus vraiment intéressants sur les possibilités internationales de mobilisation de la créance allemande.

Mais quel qu'il fut, ce débat sur la question des réparations nous est apparu bien inférieur à la gravité des préoccupations de nos sinistrés. Une trop grande fraction de la Chambre oubliée nos misères et nos ruines. Au lieu de rechercher les conditions les plus propres à assurer des paiements immédiats, des formules pratiques de reconstruction, les Parlementaires aspiraient à des jeux de tribune et de combinaisons ministérielles. La vie politique ne gagne point à être confrontée à la vie de la Nation. Pendant que nos concitoyens se débattaient au milieu des difficultés de chaque jour, travaillaient pour reconstruire leur avoir, s'ingéniaient à parer à la crise des affaires, résistaient au danger du chômage, on persistait à entretenir au Palais-Bourbon un goût immodéré pour les paroles inutiles.

Une immense clameur a salué hier les allusions de M. Forgeot à l'égard de la politique anglaise. Nous partageons ce sentiment d'amertume pour l'égoïsme britannique, mais il nous semble que ce n'est pas suffisant.

L'action réaliste de l'Angleterre est un exemple. La France a beaucoup perdu en reprenant les fâcheuses traditions de la politique professionnelle d'avant-guerre.

Pour diminuer les Revendications Françaises

L'Angleterre aurait fait faire à Berlin un travail de sape

Paris, 20 mai. — Selon des informations venues de Berlin, que nous reproduisons sous toutes réserves, on affirme que si M. Simons, le « Union » de Londres, de la première semaine de mars, n'a offert que 50 milliards, moins 20 milliards, à déduire pour les livraisons déjà faites, c'est qu'au moment de partir de Berlin, il aurait reçu une communication de source britannique, affirmant que l'accord était possible sur cette base.

A Douvres, lord d'Abernon lui aurait confirmé la teneur de la communication faite à Berlin. M. Simons, plus tard, aurait fourni à ses collègues cette explication, leur déclarant qu'il avait été trompé par lord d'Abernon.

D'autre part, M. Simons rédigea sa demande de médiation à l'Amérique sur l'initiative et d'après les indications qui furent données par les financiers et un journaliste germano-américain.

L'auteur de ces révélations raconte ensuite que quinze jours avant la dernière Conférence de Londres, commença un travail de « sape » contre les revendications françaises par des conversations incessantes entre lord d'Abernon et le docteur Simons. Le général Malcolm, ancien chef de la mission militaire anglaise à Berlin, agissait dans le même sens. Un journaliste allemand important servait d'agent de liaison entre l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Le même informateur signale ensuite les intrigues du docteur Stammer et la pression qu'il déclare formidable des socialistes allemands sur les travaillistes français.

Enfin, il affirme qu'avant de partir pour Londres, dans la nuit même qui précéda son départ, lord d'Abernon eut une conversation de cinq heures avec le docteur Stresemann et que le député Thomas Bradly se répandant partout en violentes diatribes contre la France, négocia avec MM. Stinnes et Stresemann.

« La véritable question »
Londres, 20 mai. — Le « Morning Post » est le seul journal londonien qui consacre aujourd'hui un éditorial à la déclaration de M. Lloyd George et dit que le Premier britannique a, pendant une courte fin de semaine, cassé une quantité incalculable de vaisseau. Le traité de paix est fracturé et l'Entente est gravement menacée.

Le Problème d'Assistance dans les Régions Libérées

Les Municipalités des Régions Libérées l'envisagent avec angoisse

A la veille de la suppression totale des secours temporaires, les Municipalités des Régions Libérées envisagent avec une angoisse réelle le problème de l'assistance, mais il ne semble pas que le gouvernement éprouve les mêmes préoccupations.

Toutes les communes ont des déficits budgétaires importants. Et presque tous les Bureaux de Bienfaisance sont trop pauvres pour pouvoir assurer sans subvention communale les charges redoublées d'assistance qui leur incombent.

Le nombre des indigents s'est accru. Parallèlement à cette augmentation, la population active a diminué. Il en résulte une rupture d'équilibre que tous les sophismes accumulés ne pourront rétablir. On ne peut rien contre les faits : ceux-ci existent, rien ne sert de les nier.

La guerre a légué aux Nations un héritage de misères, de deuils et de sang. Il va falloir, à présent, songer à traiter le lourd fardeau des non-valeurs sociales. La tâche sera laborieuse. Si le pays en sort, tant mieux. S'il reste enlisé parce que le fardeau est trop pesant, il faudra bien qu'on vienne à son secours.

J'ai avancé que le nombre des indigents s'est accru. Il se pourrait que, contre toute logique, on nie ce postulat. Je donne donc quelques explications utiles.

Les rigueurs de l'occupation ennemie ont vieilli et usé bien avant l'âge nos malheureuses populations. Un grand nombre de quinquagénaires, un nombre plus grand encore de sexagénaires, sont devenus impropres aux travaux industriels. Capables d'un effort à faible rendement, ou, malgré leur bonne volonté, on refuse de leur donner du travail, ou, se sentant trop faibles et tout à fait incapables, ils demeurent chez eux, attendant les secours publics et les aumônes privées.

Le véritable rôle de l'Etat
Or, j'ai déclaré que les budgets des communes sinistrées dans les régions dévastées ont des déficits considérables. Que les Bureaux de Bienfaisance sont eux-mêmes trop pauvres pour assurer décemment les charges d'assistance que la guerre a doublées en quantités et que la cherté du coût de la vie, autres conséquences de la guerre, a presque quadruplés en valeur. Il se produira donc ceci : On l'Etat viendra

Pour solutionner le Conflit Haut-Silésien

M. Briand a accepté le principe d'une réunion du Conseil suprême

Paris, 20 mai. — Par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France à Londres, M. Briand a fait savoir hier au gouvernement anglais qu'il acceptait de se rendre à une réunion du Conseil Suprême qui aurait lieu à Boulogne. Toutefois, le président du Conseil a fait remarquer que la date n'en serait fixée avant que le débat en cours à la Chambre soit terminé. Il a fait observer également que cette réunion ne pouvait avoir lieu utilement qu'après que les gouvernements intéressés auront été saisis des éléments techniques nécessaires à la solution du règlement de la frontière en Haute-Silésie. Il n'est plus question d'une entrevue de MM. Briand et Lloyd George à Boulogne demain samedi.

L'Ambassadeur américain assistera à cette réunion
On mande de Londres à la « Chicago Tribune » que M. Lloyd George a annoncé que le colonel Harvey, ambassadeur des Etats-Unis, prendrait part à la prochaine réunion du Conseil Suprême, qui doit traiter la question de Haute-Silésie.

Une leçon à M. Lloyd George
A propos des dépêches de Londres parvenues à New-York et annonçant que M. Lloyd George a déclaré que le public américain était unanime à approuver son point de vue dans la question de Haute-Silésie, M. Stewart Davidson, président honoraire de l'American Defense Society, adresse, par l'intermédiaire de l'« Agence Havas », à la presse française, le télégramme suivant :

Le Premier ministre britannique n'est ni qualifié, ni autorisé à parler au nom du public américain, les Etats-Unis ayant cessé d'appartenir à la couronne britannique depuis 1776. Le peuple américain est parfaitement capable d'exprimer lui-même son opinion et il n'est pas l'ennemi de la France.

Les Polonais d'Amérique ont félicité M. Briand
Un télégramme de New-York au « New-York Herald » dit : « 16.000 citoyens américains d'origine polonaise ont adressé à M. Briand un télégramme le félicitant de l'attitude qu'il a prise dans la question de la Haute-Silésie ».

L'Allemagne envoie toujours soldats, armes et munitions
Berlin, 20 mai. — La « Freiheit » signale que le Conseil d'entreprise des ouvriers de la gare de Dresde, en procédant hier, au contrôle de 10 caisses à destination de la Haute-Silésie, et déclarées comme contenant des vivres a découvert qu'elles renfermaient des armes, des munitions, et des caisses.

Un appel à l'Internationale
Berlin, 20 mai. — Le bureau du Parti socialiste majoritaire a adressé au bureau de l'Internationale d'Amsterdam un appel où il accuse les Français de tolérer ouvertement le mouvement déclenché par Korfanty. Il parle des efforts inouïs que fait le peuple allemand pour se contenir et réclame une décision rapide. Il demande également à l'Internationale de prendre la défense du droit de libre détermination pour le peuple allemand de Haute-Silésie, contre l'impérialisme polonais.

Des Centenaires
« LE DOYEN DE L'ALSACE » VIENT DE MOURIR
Saverne, 20 mai. — M. J.-B. Krambs, qui portait le titre très honorable de « Doyen de l'Alsace », vient de mourir ; il était né le 23 juin 1820, au temps de Louis XVIII.

La Guerre Gréco-Turque

Les Turcs attaquent à 25 kilomètres de Smyrne

Nous avons dit que la défaite grecque en Asie Mineure s'accroissait. On annonce aujourd'hui que les Turcs auraient attaqué des villages à 25 kilomètres de Smyrne, ainsi que des villages dans la région d'Aidin.

Un traité turco-russe
Selon une dépêche d'Athènes au « Morning Post », les gouvernements d'Angora et de Moscou ont signé un nouveau traité au terme duquel le gouvernement d'Angora ne pourra conclure aucun traité avec la Grèce sans le consentement du gouvernement soviétique.

La neutralisation des détroits
Hier, les hauts commissaires alliés ont réuni à la Sublime-Porte, les conditions de neutralisation ; de Constantinople, des détroits et des régions de la mer Noire et de la mer de Marmara, qui se trouvaient sous l'occupation des alliés, relativement au conflit turco-grec.

L'armistice franco-turc est rompu
On annonce de Galicie que, sur l'ordre du gouvernement d'Angora, l'armistice franco-turc du mois de mars dernier a été rompu.

Cambrioleurs Assassins
Au Mans, un soldat a été arrêté avec ses quatre complices

Paris, 20 mai. — A la suite de l'assassinat de Mme Veuve Bernard, demeurant rue du Jeu-de-Paume, à Strasbourg, le parquet de cette ville a lancé un mandat d'arrêt contre le soldat Elouis Wimmer, du 17^e d'infanterie.

A Paris, un policier a été blessé mortellement
Paris, 20 mai. — Il y a quelque temps, un cambrioleur était commis dans un magasin de confecteurs, rue de la Convention. On avait vu pour plusieurs milliers de francs de vêtements.

On croit tenir l'assassin du bois de Boulogne
Paris, 20 mai. — Dans la nuit du 7 au 8 mai, Mme Marguerite Dauphin, rentière, 79, boulevard Gallieni, à Issy-les-Moulineaux, était réveillée par les aboiements de son chien et constatant que sa porte avait été fracturée. Comme elle allait prévenir les agents, deux individus se présentèrent comme inspecteurs de la sûreté et reçurent sa déposition ; qu'elle signa.

Révision des taxes postales

DES PRIX VONT ETRE DIMINUES
Paris, 20 mai. — On se souvient des protestations auxquelles avait donné lieu l'application de certaines des nouvelles taxes postales. Elles avaient d'ailleurs amené le sous-secrétaire d'Etat des P.T.T. à annoncer au cours de la dernière discussion budgétaire, le dépôt d'un projet de loi destinée à réviser les dispositions de la loi du 20 mars 1920 jugées, à l'expérience, malencontreuses et de nature à provoquer une diminution du trafic.

Le projet, qui va être examiné par la Commission des finances, a été distribué hier, à la Chambre.

Un assasin condamné à la peine de mort
C'EST UN VOYAGEUR DE COMMERCE QUI TUA UN CHAUFFEUR DE TAXI
Paris, 20 mai. — La Cour d'assises de la Seine a, cet après-midi, condamné à la peine de mort Victor Graizal, voyageur de commerce, né le 29 novembre 1892, à Toulouse et accusé d'avoir assassiné le 10 juillet 1920, le chauffeur de taxi Julien Mourières.

RECONSTITUTION

LES MINES DE LENS ONT FAIT 12 MILLIONS ET DEMI DE BÉNÉFICES
Aux Mines de Lens, les comptes arrêtés au 31 décembre se soldent par un bénéfice net de 3.890.477 francs, dont, avec le report antérieur de 8 millions 667.433 francs, un solde disponible de 12.557.910 francs. Ce bilan est le premier dressé depuis la transformation de la Société civile des Mines de Lens en Société anonyme. Le groupe comme on sait, les comptes de Meurchin, qui a fusionné en juillet 1920 avec Lens.

Le professeur et son élève restent toujours introuvables

ON LES AURAIT VUS A LILLE
Malgré toutes les recherches entreprises, la retraite de Georges Béguin, le professeur de l'école Fénelon, à Valenciennes, disparu le 6 mai dernier emmenant l'un de ses élèves, le jeune Maurice Graize, n'a pu être découverte.

Le département de la Seine a 115 millions de dommages de guerre
A la suite de la dissolution de la majeure partie des commissions de constatation et d'évaluation des dommages causés par les bombardements dans la région parisienne, le département de la Seine évalue à 115 millions son compte de réparations.

La Belgique va prendre des mesures militaires

ELLES CONCERNENT LES CLASSES 20 A 22
Bruxelles, 20 mai. — Au cours d'un conseil des ministres, qui a eu lieu ce matin, le premier ministre et le ministre de la Défense nationale ont fait part à leurs collègues du gouvernement, de leur intention de déposer à bref délai sur le bureau des Chambres, un projet de loi qui applicait pour les classes 1920 à 1922, le principe du service militaire général.

Un officier poursuivi pour faux témoignage
Vichy, 20 mai. — Le ministre de la guerre a ordonné d'ouvrir une information contre le lieutenant Paulaut, du 298^e d'infanterie, accusé de faux témoignage dans l'affaire des six fusillés de Vingré.

Le Congrès National du Bâtiment

LE RAPPORT MORAL EST REPOUSSE PAR 157 VOIX CONTRE 22
Dijon, 20 mai. — A la séance de vendredi matin, le secrétaire fédéral Chevignin, après avoir justifié sa gestion, a déclaré qu'il ne se représenterait pas. Le président a voulu donner lecture des deux motions, majoritaire et minoritaire, mais l'assemblée n'a pas voulu les entendre avant le vote du rapport moral.

Mais n'te promène donc pas tout nu !
Paris, 20 mai. — Des sergents de ville ont arrêté Jean-Marie Pélaris, originaire du Finistère, qui se promenait, boulevard Blanqui, nu comme un ver.